



Communiqué de Presse

Paris, le 1<sup>er</sup> Février 2010

## **Photos d'identité : Pour qui sonne le glas ?**

Les français et les professionnels de la photo se trouvent à nouveau victimes de la «frénésie» technologique et improductive du Ministère de l'Intérieur.

Après une augmentation de près de 50% du prix du passeport en 2008 qui a servi à financer le dispositif destiné à la conception des passeports biométriques et déployé dans 2000 mairies depuis juin 2009, ce système a démontré clairement ses limites techniques et son incapacité à proposer à nos concitoyens un service de qualité et accessible à tous.

La concurrence déloyale qu'il a créée pour les professionnels de la photographie condamne, en outre, 8000 emplois en France.

Dans quelques mois, avec l'arrivée de la nouvelle carte d'identité, la situation sera encore plus tendue avec l'engorgement de demandes d'usagers dans les mairies équipées.

Aujourd'hui la prise de vue réalisée en mairie est techniquement impossible pour certaines catégories de la population dont les jeunes enfants. Les photos fournies par les demandeurs sont également pour beaucoup d'entre elles, jugées à tort non conformes car mal numérisées du fait d'un matériel inadapté.

Enfin, comme la loi les y autorise, plus de 900 villes sur les 2000 équipées, refusent de réaliser les photos en mairies afin de préserver l'emploi des professionnels de la photo et rationaliser le temps de constitution du dossier par leurs agents de mairie.

Face à cette situation tout à fait inacceptable alors que nos concitoyens sont en droit d'attendre un service public homogène quelque soit leur âge, leur couleur de peau ou leur lieu d'habitation, l'ANTS et le Ministère de l'Intérieur ont proposé aux professionnels de la photo de développer un système (SIAP) de validation en ligne des prises de vue réalisées par les photographes ou en cabines automatiques. La photo serait alors intégrée directement au dossier du demandeur.

Ce système innovant permettrait d'éviter toute contestation de la conformité de la photo et de réduire significativement le temps passé en mairie par les demandeurs de titres sécurisés.

Les professionnels sont prêts à investir pour permettre la mise en place rapide de cette solution, à condition que les appareils photo soient définitivement retirés de toutes les mairies. Dans un contexte économique particulièrement difficile pour les photographes, il leur est en effet indispensable de pouvoir investir avec une visibilité suffisante sur la pérennité de leur activité.

Si le Ministère de l'intérieur persiste dans son refus de retrait général des appareils en mairie, le système déployé en juin dernier pour la délivrance des passeports va malheureusement se bloquer dans les prochains mois, tout en ayant généré la disparition d'une profession.

Les photographes demandent instamment aux pouvoirs publics d'éviter très vite un tel gâchis !

(L'API regroupe toutes les associations représentatives des métiers de la photographie)

Contact API : Marc HERAUD Tel : 01 44 69 40 76 / 06 70 74 59 18 - heraud@ficime.fr

**API**

43/45 rue de Naples - 75008 Paris - France  
Tél. : (+33) 01 44 69 40 76 - Fax. : (+33) 01 44 69 40 61 - E-mail : heraud@ficime.fr